



Décodage Conférence sur le climat

Un avenir à dessiner

A Durban, il s'agira, au mieux, de préparer le terrain à un futur accord global



Dérèglement climatique
Les récentes inondations qui ont frappé Bangkok et une partie de la Thaïlande sont peut-être un avant-gout de ce qui nous attend si nous ne faisons pas tout pour limiter le réchauffement de la planète. AFP

Philippe Dumartheray

La Conférence sur le climat de Copenhague, en décembre 2009, avait suscité les espoirs les plus fous. Des espoirs rapidement douchés. L'an dernier, à Cancún, la communauté internationale avait surnagé en attendant des temps meilleurs. De ces deux conférences, un mot d'ordre avait émergé: tout faire pour limiter le réchauffement de la planète à 2 degrés pour éviter un emballement climatique. Il reste maintenant à trouver les

moyens pour y parvenir alors que tous les clignotants climatiques sont au rouge vif. (voir ci-contre).

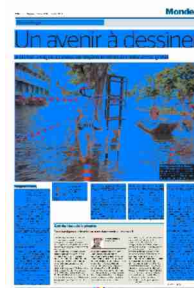
C'est dans ce contexte que va se tenir, du 28 novembre au 9 décembre, la Conférence de Durban, en Afrique du Sud. Une réunion aux objectifs certes limités, mais qui doit baliser le terrain pour favoriser l'avènement d'un accord global et contraignant à l'horizon 2015-2020.

Un double objectif

Le principal négociateur suisse, Franz

Perrez, chef de la division des affaires internationales de l'Office fédéral de l'environnement, veut rester positif. «Je crois que c'est possible de faire un nouveau pas dans la bonne direction. Honnêtement, cela ne va certes pas comme cela devrait aller. Mais ces négociations sont le seul processus qui puisse donner un résultat qui fonctionne.»

A Durban, les enjeux seront très importants. Il s'agira tout à la fois de sauver le Protocole de Kyoto et obtenir une feuille de route impliquant tous les pays dans un cadre contraignant qui puisse, au



plus tard, entrer en vigueur en 2020 après avoir été signé en 2015. Bref, tout ce qui n'a pas été possible de faire lors des Conférences de Copenhague et de Cancún.

Reprenons par le détail. Le premier problème à régler est celui de la survie du Protocole de Kyoto, qui expire à la fin de 2012. C'est le signal fort demandé, pour la période transitoire, par les pays émergents, notamment pour aller de l'avant. Or, plusieurs pays industrialisés comme la Russie, le Japon et le Canada n'en veulent plus désormais.

Commentaire un peu désabusé de Franz Perrez: «Quand Kyoto est entré en vigueur, les émissions des pays signataires représentaient plus de la moitié des émissions. Aujourd'hui, ceux qui restent fermement attachés à ce traité, la Suisse, l'Europe, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Norvège notamment, ne représentent plus que 17% des émissions. Nous aimerions maintenir Kyoto et en faire un pont vers le futur.»

Reste à savoir si cela suffira pour engager tous les autres pays en direction d'un accord global, à commencer par les Etats-

Unis et la Chine. Surtout que la situation ne se présente guère favorablement. Jusqu'à maintenant, tous les pays ont, certes, fait des offres pour limiter leurs émissions. «Ces engagements sont souvent vagues, imprécis» souligne encore Franz Perrez. Pire, ils ne représentent, à l'heure actuelle, que 60% des efforts nécessaires pour rester sous la barre des 2 degrés. Autant dire que les négociateurs auront beaucoup de peine à faire bouger les lignes à Durban.

Patrick Hofstetter, du WWF et président de l'Initiative climat, sera lui également à Durban. Il se veut, lui aussi, très raisonnablement optimiste. «Tous les pays savent qu'il n'y a pas de temps à perdre. Cela amènera peut-être un peu de flexibilité. Ce n'est pas tout ou rien. Il y a des solutions intermédiaires. Il faudra cependant encore du temps.»

Le Fonds vert à Genève?

A Durban l'on pourrait ainsi avancer parallèlement sur l'architecture du Fonds vert, un fonds de 100 milliards de dollars par an

pour soutenir les pays les plus vulnérables. Un Fonds vert qui pourrait, un jour, être localisé à Genève. La Cité de Calvin a de très bonnes cartes en main. Berlin et Nairobi, voire Singapour également. Mais rien ne devrait encore être décidé à Durban.

Des progrès devaient aussi voir le jour sur le dossier «REDD», sur les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts. Mais la crise financière et économique risque de sérieusement limiter la générosité des pays industrialisés.

Dans ces conditions, Durban sera sans doute, au mieux, le sommet qui permettra, très lentement, trop lentement, de baliser le terrain pour le futur.



Franz Perrez

Chef de la division
des Affaires
internationales

« Nous aimerions maintenir le Protocole de Kyoto et en faire un pont vers le futur »